

TRAITÉ
DES
CONTRATS
ADMINISTRATIFS

PAR

ANDRÉ DE LAUBADÈRE †

Professeur émérite à l'Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris

Franck MODERNE

Professeur à l'Université de Paris I
(Panthéon - Sorbonne)

Pierre DELVOLVÉ

Professeur à l'Université de droit,
d'économie et de sciences sociales de Paris

TOME SECOND

Nos 797 à 1865

LES OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT ET DE
L'ADMINISTRATION. LES INTERVENTIONS DE
L'ADMINISTRATION. L'INCIDENCE DES FAITS
NOUVEAUX. LA FIN DES CONTRATS.
LE CONTENTIEUX DES CONTRATS.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot – 75005

1984

Table générale des matières

TOME II

LIVRE IV

LES OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT ET LEURS SANCTIONS . . .	1
---	---

Titre I

LES OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT DE L'ADMINISTRATION.	3
CHAPITRE I. — <i>L'obligation d'exécution personnelle</i>	9
<i>Section I.</i> — Les cessions et sous-traités	11
§ I. — Définition des cessions et sous-traités	11
§ II. — Le régime des cessions et sous-traités	14
§ III. — Les effets des cessions et sous-traités.	35
<i>Section II.</i> — La disparition du cocontractant	45
<i>Section III.</i> — Faillite, règlement judiciaire et liquidation des biens	49
CHAPITRE II. — <i>Les délais d'exécution</i>	56
<i>Section I.</i> — Modes de détermination des délais d'exécution	57
<i>Section II.</i> — Caractère obligatoire des délais d'exécution	60
CHAPITRE III. — <i>Les principales autres obligations du cocontractant</i>	65
<i>Section I.</i> — Les obligations relatives à la personne du cocontractant	65
<i>Section II.</i> — Les obligations relatives aux travaux, ouvrages et autres biens confiés au cocontractant	69
<i>Section III.</i> — Les obligations relatives aux fournitures et services que doit réaliser le cocontractant	75
<i>Section IV.</i> — Les obligations relatives au personnel du cocontractant.	79
<i>Section V.</i> — Les obligations financières du cocontractant	82
§ I. — Les obligations financières du cocontractant, garanties de l'administration.	83
§ II. — Les obligations financières du cocontractant, contreparties de ses droits.	94

Titre II

LES SANCTIONS DES OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT.	99
CHAPITRE I. — <i>Théorie générale des sanctions dans les contrats administratifs</i>	102

<i>Section I.</i> — Sources des sanctions contractuelles	103
<i>Section II.</i> — Les autorités compétentes pour prononcer les sanctions ...	105
§ I. — Compétence de l'administration pour prononcer elle-même les sanctions.....	105
§ II. — Compétence au sein de l'administration pour prononcer les sanctions	109
§ III. — L'intervention des autorités de tutelle à l'égard des sanctions infligées aux cocontractants des collectivités décentralisées .	110
<i>Section III.</i> — La procédure d'établissement des sanctions	113
§ I. — La mise en demeure préalable	113
§ II. — Le problème des droits de la défense.....	119
§ III. — La motivation des sanctions	124
§ IV. — La notification des sanctions	125
<i>Section IV.</i> — Problèmes propres aux sanctions irrégulières.....	127
§ I. — Les raisons de l'irrégularité des sanctions.....	127
§ II. — Les conséquences de l'irrégularité des sanctions	129
CHAPITRE II. — <i>Étude particulière des diverses catégories de sanctions</i>	132
<i>Section I.</i> — Les sanctions pécuniaires.....	132
§ I. — Les dommages-intérêts.....	134
§ II. — Les pénalités	136
<i>Section II.</i> — Les sanctions coercitives	144
§ I. — Conditions d'exercice des sanctions coercitives	147
§ II. — Effets des sanctions coercitives.....	150
<i>Section III.</i> — Les sanctions résolutoires	155
§ I. — La déchéance des concessionnaires et autres cocontractants de longue durée.....	155
I - Conditions d'exercice de la déchéance.....	156
II - Effets de la déchéance	161
§ II. — La résiliation des marchés aux torts du cocontractant	163
I - Conditions d'exercice de la résiliation aux torts du cocontractant.....	164
II - Effets de la résiliation aux torts du cocontractant.....	166
§ III. — La résiliation des autres contrats administratifs aux torts du cocontractant.....	172
<i>Section IV.</i> — Les sanctions pénales	174
§ I. — Les conséquences de l'exclusion de principe des sanctions pénales	174
§ II. — Cas dans lesquels le cocontractant peut se voir infliger des sanctions pénales	176

LIVRE V

LES OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION ET LES DROITS DU COCONTRACTANT	179
--	-----

Titre I

LES OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION ET LEURS SANCTIONS.....	181
CHAPITRE I. — <i>Les obligations de l'administration</i>	182
CHAPITRE II. — <i>Sanction des obligations de l'administration</i>	205
<i>Section I.</i> — <i>Vue d'ensemble et principes généraux</i>	205
<i>Section II.</i> — <i>La résiliation du contrat aux torts de l'administration</i>	211
§ I. — <i>Conditions de la résiliation aux torts de l'administration</i> ..	212
§ II. — <i>Effets de la résiliation aux torts de l'administration</i>	215

Titre II

LA RÉMUNÉRATION DU COCONTRACTANT	217
CHAPITRE I. — <i>La rémunération du cocontractant dans les marchés publics : le prix</i>	224
<i>Section I.</i> — <i>L'établissement du prix</i>	225
§ I. — <i>Les modalités de l'établissement du prix</i>	230
A) <i>La coordination et le contrôle de l'établissement du prix</i> ..	231
B) <i>Les aménagements de l'établissement du prix</i>	235
C) <i>L'issue de l'établissement du prix</i>	240
§ II. — <i>Les modalités du prix établi</i>	243
A) <i>Le contenu du prix</i>	243
B) <i>La forme du prix</i>	244
C) <i>Le caractère du prix</i>	246
<i>Section II.</i> — <i>L'application du prix</i>	251
§ I. — <i>La portée du prix établi</i>	252
A) <i>L'irrévocabilité du prix</i>	252
B) <i>Les modifications conventionnelles du prix</i>	254
C) <i>Les mesures autoritaires de fixation des prix</i>	261
D) <i>Les suppléments de prix</i>	265
§ II. — <i>Les modalités de l'application du prix</i>	270
A) <i>La constatation des prestations effectuées</i>	270

B) Les décomptes	272
1° Les décomptes provisoires	273
2° Les décomptes définitifs	275
<i>Section III. — Le règlement du prix</i>	<i>284</i>
§ I. — Les parties au règlement	285
A) Le débiteur du prix	285
B) Le créancier du prix	286
§ II. — Les moments du règlement	301
§ III. — Les modalités du règlement	310
A) Les opérations de règlement	310
B) Les délais de règlement	311
§ IV. — Les aménagements du règlement	315
A) Les aménagements du règlement au profit de l'adminis- tration	315
B) Les aménagements du règlement au profit du cocontractant	321
 CHAPITRE II. — <i>La rémunération du cocontractant dans les concessions affermages et contrats voisins.</i>	 <i>329</i>
<i>Section I. — Tarif et redevances dans les concessions, affermagés et contrats voisins.</i>	 <i>329</i>
<i>Sous-Section I. — L'établissement du tarif.</i>	<i>335</i>
§ I. — Les modalités de l'établissement du tarif	335
§ II. — Limites de la liberté d'établissement du tarif	339
I - Conséquences du principe de l'égalité de traitement	340
II - Régimes de détermination autoritaire des tarifs	345
<i>Sous-Section II. — Les modifications du tarif.</i>	<i>349</i>
§ I. — Principes généraux	349
§ II. — Modalités des modifications du tarif	353
I - Modifications conventionnelles des tarifs	353
II - Modifications autoritaires des tarifs	361
<i>Section II. — Les autres modes de rémunération du cocontractant dans la concession, l'affermage et les contrats voisins.</i>	 <i>365</i>
§ I. — La rémunération du cocontractant, extérieure au service	366
§ II. — La rémunération du cocontractant par l'administration	371

LIVRE VI

LES INTERVENTIONS DE L'ADMINISTRATION DANS L'EXÉCUTION DU CONTRAT	377
--	-----

Titre I

PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	379
CHAPITRE I. — <i>Le pouvoir de contrôle et de direction</i>	383
CHAPITRE II. — <i>Le pouvoir de modification unilatérale</i>	388

Titre II

LES INTERVENTIONS DE L'ADMINISTRATION DANS LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET LES CONTRATS VOISINS	409
CHAPITRE I. — <i>Les pouvoirs de contrôle dans la concession de service public et les contrats voisins</i>	411
<i>Section I.</i> — Les contrôles prévus par des dispositions réglementaires ou conventionnelles	412
<i>Section II.</i> — Le pouvoir de contrôle en dehors des dispositions réglementaires ou conventionnelles	424
<i>Section III.</i> — Limites des pouvoirs de contrôle	425
<i>Section IV.</i> — Pouvoir de contrôle et obligation de contrôler	427
CHAPITRE II. — <i>Le pouvoir de modification unilatérale dans la concession de service public et les contrats voisins</i>	430
<i>Section I.</i> — Consécration jurisprudentielle du pouvoir de modification .	431
<i>Section II.</i> — Clauses modifiables et clauses non modifiables.....	433
<i>Section III.</i> — Limites du pouvoir de modification unilatérale.....	436
<i>Section IV.</i> — Droit du concessionnaire à compensation pécuniaire	438

Titre III

LES INTERVENTIONS DE L'ADMINISTRATION DANS LE MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS	441
CHAPITRE I. — <i>Théorie de l'ordre de service</i>	442
CHAPITRE II. — <i>Le pouvoir de contrôle et de direction dans le marché de travaux publics</i>	447
<i>Section I.</i> — Principales manifestations des pouvoirs de contrôle et de direction	448
<i>Section II.</i> — Conséquences du contrôle de l'administration sur les responsabilités de l'entrepreneur	453
<i>Section III.</i> — Responsabilité de l'administration à l'égard de l'entrepreneur à l'occasion des mesures de contrôle et direction	455

I - Cas où l'exercice du contrôle n'ouvre à l'entrepreneur aucun droit à indemnité	455
II - Cas où l'exercice du contrôle entraîne une responsabilité de l'administration vis-à-vis de l'entrepreneur	456
CHAPITRE III. — <i>Le pouvoir de modification unilatérale dans le marché de travaux publics</i>	461
Section I. — Fondement et champ d'application du pouvoir de modification unilatérale	462
Section II. — Limites du pouvoir de modification unilatérale	465
§ I. — Limitations jurisprudentielles du pouvoir de modification ..	466
§ II. — Limitations conventionnelles du pouvoir de modification ..	469
Section III. — Conséquences pécuniaires des modifications unilatérales ...	474

Titre IV

LES INTERVENTIONS DE L'ADMINISTRATION DANS LES MARCHÉS DE FOURNITURES ET DE SERVICES	479
CHAPITRE I. — <i>Les interventions de l'administration dans les marchés ordinaires de fournitures et de services</i>	481
Section I. — Les pouvoirs de contrôle dans les marchés ordinaires de fournitures et de services	481
Section II. — Le pouvoir de modification unilatérale dans les marchés ordinaires de fournitures et de services	484
CHAPITRE II. — <i>Les interventions de l'administration dans les marchés industriels</i>	488
§ I. — Le pouvoir de contrôle dans les marchés industriels	489
A) Le contrôle des prix de revient et des opérations comptables	490
B) La surveillance de l'exécution des prestations	491
§ II. — Le pouvoir de modification unilatérale dans les marchés industriels	492
CHAPITRE III. — <i>Les interventions de l'administration dans les marchés de prestations intellectuelles</i>	493
§ I. — Le pouvoir de contrôle dans les marchés de prestations intellectuelles	493
§ II. — Le pouvoir de modification unilatérale dans les marchés de prestations intellectuelles	494

LIVRE VII

L'INCIDENCE DES FAITS NOUVEAUX SUR L'EXÉCUTION DES CONTRATS ADMINISTRATIFS.....	497
--	-----

Titre I

LES SUJETIONS IMPRÉVUES	499
CHAPITRE I. — <i>Conditions d'application de la théorie des sujétions impré-</i> <i>vues.</i>	506
CHAPITRE II. — <i>Conséquences juridiques des sujétions imprévues</i>	512

Titre II

LE FAIT DU PRINCE	515
CHAPITRE I. — <i>Conditions d'application de la théorie du fait du prince</i> ...	521
<i>Section I.</i> — Existence d'un préjudice	521
<i>Section II.</i> — Imprévisibilité du fait dommageable	522
<i>Section III.</i> — Imputabilité du fait dommageable à l'autorité publique ...	522
<i>Section IV.</i> — Imputabilité du fait dommageable à la collectivité contrac-	
tante	523
<i>Section V.</i> — Nature de l'intervention susceptible de donner lieu à	
l'application de la théorie	527
§ I. — Les interventions par voie générale	528
I - Mesures générales touchant aux dispositions mêmes du	
contrat	529
II - Mesures générales touchant aux conditions d'exécution du	
contrat	531
§ II. — Les interventions par voie de mesures particulières.....	543
I - Mesures particulières touchant aux dispositions mêmes du	
contrat	543
II - Mesures particulières touchant aux conditions d'exécution	
du contrat	546
CHAPITRE II. — <i>Conséquences juridiques du fait du prince</i>	552
<i>Section I.</i> — Fondement de l'indemnisation	553
<i>Section II.</i> — Règles de l'indemnisation	555

Titre III

L'IMPRÉVISION.....	559
--------------------	-----

CHAPITRE I. — <i>Conditions d'application de la théorie de l'imprévision</i>	569
<i>Section I.</i> — Le champ d'application de la théorie de l'imprévision	569
§ I. — Le champ d'application matériel : les contrats auxquels peut s'appliquer la théorie de l'imprévision	570
§ II. — Le champ d'application personnel : les bénéficiaires de la théorie de l'imprévision	572
<i>Section II.</i> — Conditions de l'état d'imprévision	578
§ I. — Nature de l'événement invoqué	578
§ II. — Objet de l'événement invoqué	584
§ III. — Condition d'imprévisibilité	585
§ IV. — Condition d'extériorité	590
§ V. — Moment auquel doit s'être produit l'événement perturbateur	593
§ VI. — La situation extracontractuelle	595
<i>Section III.</i> — Accords entre les parties et application de l'imprévision	599
 CHAPITRE II. — <i>Conséquences juridiques de l'imprévision</i>	 604
<i>Section I.</i> — Les obligations respectives des parties contractantes	604
§ I. — L'obligation du cocontractant de poursuivre l'exécution du contrat	604
§ II. — L'obligation de l'administration d'aider son cocontractant	606
<i>Section II.</i> — L'indemnisation	608
§ I. — Le fondement de l'indemnisation	608
§ II. — Conditions de l'indemnisation	610
§ III. — Le mode de calcul de l'indemnité d'imprévision	614
A) Détermination du point de départ de la période extracontractuelle	615
B) Calcul de la charge extracontractuelle	615
C) Répartition de la charge extracontractuelle	622
§ IV. — Les parties à l'indemnisation	624
<i>Section III.</i> — La fin de l'état d'imprévision	625
§ I. — Fin de l'état d'imprévision par le rétablissement de l'équilibre du contrat	626
§ II. — Fin de l'état d'imprévision par le déséquilibre définitif du contrat	627

LIVRE VIII

LA FIN DES CONTRATS ADMINISTRATIFS	631
--	-----

Titre I

THÉORIE GÉNÉRALE DES CAUSES D'EXTINCTION DES CONTRATS ADMINISTRATIFS.....	633
CHAPITRE I. — <i>La fin normale du contrat administratif</i>	634
CHAPITRE II. — <i>La fin anticipée du contrat administratif</i>	641
<i>Section I.</i> — Les modalités générales de résiliation des contrats administratifs.....	641
§ I. — La résiliation conventionnelle.....	642
§ II. — La résiliation de plein droit.....	642
§ III. — La résiliation juridictionnelle.....	647
§ IV. — La résiliation administrative.....	654
I - Résiliation administrative prévue par le contrat ou par la loi.....	655
II - Résiliation administrative en dehors des textes et des stipulations du contrat.....	658
<i>Section II.</i> — Les régimes spéciaux de résiliation des contrats administratifs.....	671

Titre II

LA FIN NORMALE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC ET DES CONTRATS VOISINS.....	677
CHAPITRE I. — <i>L'application des causes générales d'extinction des contrats administratifs</i>	678
<i>Section I.</i> — La fin normale de la concession et de l'affermage de service public.....	678
<i>Section II.</i> — La fin anticipée de la concession ou de l'affermage de service public.....	690
§ I. — La déchéance du concessionnaire ou du fermier.....	691
§ II. — Le rachat de la concession.....	693
§ III. — La résiliation de la concession ou de l'affermage en dehors de la déchéance et du rachat.....	693
CHAPITRE II. — <i>Le rachat de la concession (étude particulière)</i>	704
<i>Section I.</i> — Le rachat prévu par le contrat (ou rachat contractuel).....	709
§ I. — Conditions d'exercice du rachat « contractuel ».....	710
§ II. — Conséquences du rachat « contractuel ».....	719
I - L'indemnisation en capital.....	724
II - L'indemnisation par annuité.....	726

<i>Section II.</i> — Le rachat non contractuel	734
§ I. — L'existence du rachat non contractuel (ou rachat forcé) ...	734
§ II. — Régime juridique du rachat non contractuel	736
CHAPITRE III. — <i>Conséquences de la fin de la concession ou de l'affermage.</i>	741
<i>Section I.</i> — Sort des biens dépendant de l'exploitation	742
§ I. — Biens propres du concessionnaire	745
§ II. — Biens affectés d'une clause de retour obligatoire au concédant	747
§ III. — Biens affectés d'une clause de reprise facultative par le concédant	754
<i>Section II.</i> — Règlements financiers	757

Titre III

LA FIN DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS	763
---	-----

Sous-titre I

LA FIN NORMALE DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS	764
CHAPITRE I. — <i>La réception des travaux</i>	766
<i>Section I.</i> — La nature juridique de la réception	771
A) La réception comme acte juridique	771
B) La réception comme acte juridique unilatéral	773
<i>Section II.</i> — Les formes de la réception	774
§ I. — La réception amiable	778
A) La réception expresse	778
B) La réception tacite	784
§ II. — La réception judiciaire	789
<i>Section III.</i> — Les effets de la réception	790
§ I. — La transformation des rapports entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur	791
A) La cessation des rapports contractuels	791
B) L'ouverture des délais de garantie post-contractuelle	795
§ II. — Le transfert des risques au maître de l'ouvrage	795
§ III. — La réception comme condition du règlement financier du marché	797

CHAPITRE II. — <i>Les responsabilités post-contractuelles de l'entrepreneur</i> ...	798
<i>Section I.</i> — La garantie de parfait achèvement	800
A) Nature juridique et caractères de la garantie	800
B) Contenu de la garantie	804
C) Effets de l'expiration du délai de garantie	806
<i>Section II.</i> — La garantie de bon fonctionnement	807
§ I. — La garantie biennale avant la loi du 4 janvier 1978	808
§ II. — La garantie de bon fonctionnement depuis la loi du 4 janvier 1978	811
<i>Section III.</i> — La garantie décennale	815
<i>Sous-Section I.</i> — La nature de la garantie décennale	818
§ I. — L'autonomie de la responsabilité décennale par rapport à la responsabilité contractuelle de droit commun	819
§ II. — La responsabilité décennale est-elle d'ordre public ?	829
<i>Sous-Section II.</i> — La mise en jeu de la garantie	834
§ I. — Créanciers et débiteurs de la garantie	834
A) La détermination des créanciers de la garantie	834
B) La détermination des débiteurs de la garantie	839
§ II. — Nature des désordres subis par l'ouvrage	845
A) La gravité du désordre	845
B) Le caractère caché du vice de la construction	848
§ III. — Délai de la garantie décennale	850
<i>Sous-Section III.</i> — La réparation du dommage	855
§ I. — L'action en garantie décennale	855
§ II. — Le mode de réparation	859

Sous-titre II

LA RÉSILIATION DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS	864
CHAPITRE I. — <i>La résiliation du marché de travaux publics en dehors des dispositions conventionnelles</i>	865
<i>Section I.</i> — Les modalités de la résiliation	865
<i>Section II.</i> — Les conséquences pécuniaires de la résiliation	866
<i>Section III.</i> — Les sanctions de l'irrégularité de la résiliation prononcée à tort par l'administration	868

CHAPITRE II. — <i>La résiliation des marchés publics de travaux selon le C.C.A.G.</i>	869
<i>Section I.</i> — La résiliation pour modification dans la situation de l'entrepreneur	869
§ I. — Décès de l'entrepreneur	870
§ II. — Incapacité civile de l'entrepreneur	871
§ III. — Incapacité physique de l'entrepreneur	871
§ IV. — Règlement judiciaire ou liquidation des biens de l'entrepreneur	871
<i>Section II.</i> — Résiliation sur la demande de l'entrepreneur	878
<i>Section III.</i> — Résiliation prononcée par l'administration	883

Titre IV

LA FIN DES MARCHÉS DE FOURNITURES ET DE SERVICES	889
CHAPITRE I. — <i>La fin normale des marchés de fournitures et de services</i> ..	890
<i>Section I.</i> — Procédure de la réception des fournitures ou des prestations de services	891
§ I. — Les opérations de réception	891
§ II. — Les décisions après vérification	894
§ III. — Le règlement des contestations	897
<i>Section II.</i> — Effets de la réception des fournitures et des prestations. ...	897
§ I. — Extinction de la responsabilité pour malfaçons	897
§ II. — Transfert de la propriété et des risques	899
§ III. — Règlement des sommes dues au cocontractant	900
§ IV. — Obligation d'enlèvement	901
CHAPITRE II. — <i>La résiliation des marchés de fournitures et de services</i>	902
<i>Section I.</i> — La résiliation des marchés de fournitures et de services en dehors des dispositions conventionnelles	902
<i>Section II.</i> — La résiliation des marchés de fournitures et de services selon les C.C.A.G.	904
§ I. — La résiliation pour modification dans la situation du titulaire du marché	904
§ II. — La résiliation unilatérale sans faute du titulaire	906
§ III. — La résiliation aux torts du titulaire	907

LIVRE IX

LE CONTENTIEUX DES CONTRATS ADMINISTRATIFS	909
--	-----

Titre I

LES PROCÉDURES DE RÈGLEMENT AUTRES QUE LES PROCÉDURES CONTENTIEUSES ADMINISTRATIVES.....	913
CHAPITRE I. — <i>Les recours devant l'administration cocontractante</i>	915
<i>Section I.</i> — Faculté ou obligation du recours à l'administration cocontractante.....	915
§ I. — Faculté ou obligation du recours administratif en vertu des règles générales du contentieux administratif.....	916
§ II. — Faculté ou obligation du recours administratif en vertu des stipulations contractuelles	917
<i>Section II.</i> — Modalités du recours à l'administration cocontractante....	920
§ I. — Les modalités du recours à l'administration cocontractante au titre du droit commun administratif	921
§ II. — Les modalités du recours à l'administration cocontractante en vertu des stipulations contractuelles.....	923
CHAPITRE II. — <i>Les procédures de consultation, de conciliation et de règlement amiable</i>	927
<i>Section I.</i> — Les procédures de consultation et de conciliation	927
§ I. — Les procédures de consultation	928
§ II. — Les procédures de conciliation	930
<i>Section II.</i> — Les procédures de règlement amiable	932
§ I. — Les antécédents du dispositif actuel.....	933
§ II. — Le dispositif actuel.....	935
CHAPITRE III. — <i>L'arbitrage</i>	943
<i>Section I.</i> — Le recours à l'arbitrage	944
§ I. — Le recours à l'arbitrage en vertu des textes	945
§ II. — Le recours à l'arbitrage en dehors des textes	950
<i>Section II.</i> — Les modalités de l'arbitrage	956
§ I. — L'organe d'arbitrage	956
§ II. — La procédure d'arbitrage.....	960
§ III. — Le contentieux de l'arbitrage	960

Titre II

LES PROCÉDURES CONTENTIEUSES ADMINISTRATIVES DE RÈGLEMENT DES LITIGES CONTRACTUELS.....	965
---	-----

CHAPITRE I. — <i>Les juridictions compétentes</i>	966
<i>Section I.</i> — La compétence de la juridiction administrative	970
§ I. — Compétence exclusive de la juridiction administrative en matière de contentieux des contrats administratifs	970
§ II. — Incompétence de la juridiction administrative en matière de contentieux des contrats de droit privé de l'administration .	979
<i>Section II.</i> — Les compétences à l'intérieur de la juridiction administrative	982
§ I. — La compétence des tribunaux administratifs	983
A) La compétence matérielle des tribunaux administratifs	983
B) La compétence territoriale des tribunaux administratifs....	985
§ II. — La compétence du Conseil d'État	988
§ III. — La compétence des conseils du contentieux administratif...	991
CHAPITRE II. — <i>Les recours contentieux</i>	993
<i>Section I.</i> — Les recours de pleine juridiction en matière contractuelle ..	995
§ I. — Les caractéristiques des recours de pleine juridiction en matière contractuelle	996
A) L'objet des recours.....	996
B) Les parties dans le plein contentieux contractuel.....	1001
C) Les droits en cause dans le plein contentieux contractuel... ..	1002
D) Les pouvoirs du juge dans le plein contentieux contractuel.	1003
§ II. — Les modalités des recours de pleine juridiction en matière contractuelle	1011
A) La procédure normale	1012
B) Les procédures d'urgence	1017
C) Les voies de recours	1025
<i>Section II.</i> — Les recours en annulation en matière contractuelle.....	1030
<i>Sous-Section I.</i> — Le recours pour excès de pouvoir en matière contractuelle.....	1030
§ I. — Le recours pour excès de pouvoir dans le contentieux de la formation du contrat	1033
A) Les actes susceptibles d'être attaqués	1033
B) La qualité des requérants	1043
C) Les moyens d'annulation.....	1047
D) Les effets de l'annulation pour excès de pouvoir de l'acte détachable	1051
§ II. — Le recours pour excès de pouvoir dans le contentieux de l'exécution et de la fin du contrat	1054
A) Le recours pour excès de pouvoir à l'initiative du cocontractant	1056
B) Le recours pour excès de pouvoir à l'initiative des tiers....	1062

<i>Sous-Section II.</i> — Le recours en annulation ou déferé administratif des lois du 2 mars et 22 juillet 1982.....	1068
§ I. — Le champ d'application du recours en annulation des lois de 1982	1069
A) Le champ d'application personnel : les collectivités locales et leurs établissements publics.....	1069
B) Le champ d'application matériel : certains contrats et actes relatifs aux contrats	1070
§ II. — Le régime du recours en annulation des lois de 1982	1073
A) L'initiative du recours	1073
B) Les moyens du recours	1075
C) L'issue du recours	1075
<i>Section III.</i> — Les recours en interprétation et en appréciation de la validité des contrats administratifs	1077
§ I. — Les recours sur renvoi	1077
§ II. — Les recours directs en interprétation	1078
Table alphabétique des matières.....	1081
Table analytique des matières.....	1099